



## Séance du Comité Syndical du SMEP de la région de Jurançon du 3 décembre 2024

Le 3 décembre 2024, à 18 heures 00, le Comité du Syndicat Mixte de l'Eau Potable de la région de Jurançon s'est réuni dans les locaux du SMEP à Jurançon, sur convocation de Monsieur le Président, publiée le 27 novembre 2024 et transmise par voie électronique le 26 novembre 2024, et sous la présence de ce dernier.

**PRESENTS** : M. BERNOS Michel, M. PATRIARCHE Nicolas, M. DUDRET Victor, M. DAVANTES Jean-Charles, M. NAHON André, Mme MARQUE Christine, M. URBAN Jean-Claude, M. FAUX Jean-Pierre, M. MAUBOULES Patrick, M. PARIS Gérard, Mme BELAYGUE Dominique, M. DAROQUE Jean-Baptiste, M. LASSALLE Philippe, M. POILLION Jean, M. MALO Serge, M. BERNIARD Claude, M. BERTRANINE-CHANQUET Serge, Mme HORROD Vanessa, M. LESCUEDE Frédéric, M. VERMESSE Bruno, M. BÉGUÉ Gérard, Mme HOURCADE-MEDEBIELLE Véronique, M. LACRABERE Francis, M. LABAT Léopold, Mme CORMY Céline.

**ABSENTS EXCUSES** : M. RHAUT Jean-Christophe, M. CAPERET Alain, M. CABANNE Pascal, Mme DAUGAS Sylvie, M. CARRIQUIRY Gérard, M. GAUZERE Guy, M. CLAVERIE Didier, M. ROTH Patrick (représenté par M. DAROQUE Jean-Baptiste, délégué suppléant), M. SOUDAR Denis, M. GERMAIN Eric (présenté par Mme HORROD Vanessa), M. PEDEFLOUS Roger (représenté par M. LESCUEDE Frédéric, délégué suppléant), M. BURON Patrick, M. DUMAS François, Mme JOUANINE Marie-Hélène (représentée par Mme CORMY Céline, déléguée suppléante), M. RANGOTTE Pierre.

**ABSENTS MAIS AYANT DONNÉ POUVOIR** : M. POURTAU Xavier a donné procuration à M. BERNOS Michel, M. MORA Pascal a donné pouvoir à M. DUDRET Victor, M. MAZODIER Frédéric a donné procuration à M. MAUBOULES Patrick.

**Secrétaire de séance** : M. PARIS Gérard.

### Délibération n° 61-2024 – Remboursement des frais du personnel – actualisation

**Rapporteur : Monsieur Nicolas PATRIARCHE**

Le Rapporteur indique qu'il convient d'actualiser la délibération n° 35-2022 du 7 octobre 2022 relative au remboursement de frais des agents.

Le Rapporteur rappelle que les agents territoriaux, les collaborateurs occasionnels, les étudiants et autres stagiaires d'une collectivité territoriale peuvent bénéficier du remboursement des frais induits par l'exercice de leurs fonctions pour le compte de la collectivité.

La réglementation fixe un cadre général mais donne compétence aux organes délibérants des collectivités pour fixer certaines modalités de remboursement et pour moduler les montants des indemnisations.

Le Rapporteur propose au Comité syndical de se prononcer sur les points suivants :

- la définition de la notion de commune ;
- le remboursement des frais de transport de personnes lors de déplacements temporaires ;
- les taux de remboursement des frais de repas et des frais d'hébergement ;
- les taux de remboursement de l'indemnité de stage ;
- la prise en charge des frais de déplacements pour les agents présentant un concours, une sélection ou un examen professionnel.

#### 1. La Notion de commune

La réglementation définit comme constituant une seule et même commune « la commune et les communes limitrophes desservies par des moyens de transports publics de voyageurs ». Pour les établissements publics on retient la commune siège de l'établissement et les communes limitrophes.

Il convient de déterminer si cette définition est conforme à la réalité de la collectivité ou s'il convient de redéfinir cette notion avec restriction afin de prendre en compte l'intérêt du service ou des situations particulières.

Il est proposé de retenir une définition plus étroite : constitue une commune le territoire de la seule commune sur laquelle est implanté le lieu de travail de l'agent.

## 2. Les frais de transport de personnes lors de déplacements temporaires

Les déplacements effectués par les agents à l'extérieur du territoire de la commune de résidence administrative dans le cadre de leurs fonctions, et avec leur véhicule personnel, peuvent donner lieu à remboursement.

La réglementation prévoit que le remboursement des frais de transport des personnes peut être calculé :

- soit sur la base du tarif de transport public le moins onéreux ;
- soit sur la base d'indemnités kilométriques selon les tarifs en vigueur.

Il est proposé de retenir un remboursement des frais de transport des personnes sur la base d'indemnités kilométriques selon les tarifs en vigueur.

Il est proposé également de prendre en charge les frais annexes liés au transport de personnes : frais de taxi, frais de location de véhicule, frais de péages d'autoroute et d'utilisation de parcs de stationnement. Le remboursement de ces différents frais sera réalisé aux frais réels et sous condition de justificatifs.

## 3. Les taux de remboursement des frais de repas et des frais d'hébergement

Les taux forfaitaires de prise en charge des frais de repas et des frais d'hébergement sont fixés par un arrêté ministériel du 3 juillet 2006.

Cet arrêté prévoit :

- une indemnité forfaitaire de 20 € par repas ; ce tarif ne peut pas être modulé et les revalorisations de tarifs devront être appliquées ;
- un taux maximal de remboursement des frais d'hébergement de 90 € par nuit, 120 € par nuit dans les communes dont la population est égale ou supérieure à 200 000 habitants et les communes de la métropole du Grand Paris, 140 € par nuit dans la commune de Paris, ces taux seront actualisés selon les tarifs en vigueur ;
- 150 € dans tous les cas pour les agents reconnus travailleurs handicapés et à mobilité réduite : ce tarif n'est pas modulable et les revalorisations de tarifs devront être appliquées.

L'Assemblée délibérante peut prévoir la prise en charge des frais de repas et des frais d'hébergement effectivement engagés par l'agent, sur production des justificatifs de paiement auprès du seul ordonnateur, dans la limite du taux défini ci-dessus.

Il est proposé :

- Le cas échéant de retenir le principe du remboursement des frais de repas effectivement engagés par l'agent, dans la limite de 20 € par repas, les revalorisations de tarifs devront être appliqués ;
- de fixer l'indemnité forfaitaire de prise en charge des frais d'hébergement dans la limite de 90 € par nuit, 120 € par nuit dans les communes dont la population est égale ou supérieure à 200 000 habitants et les communes de la métropole du Grand Paris, 140 € par nuit dans la

commune de Paris, ces taux seront actualisés selon les tarifs en vigueur ;

- 150 € dans tous les cas pour les agents reconnus travailleurs handicapés et à mobilité réduite : ce tarif n'est pas modulable et les revalorisations de tarifs devront être appliquées ;
- de ne pas verser d'indemnité de repas ou d'hébergement lorsque l'agent est nourri ou logé gratuitement.

Il peut être amené à déroger à ces taux forfaitaires pour tenir compte de l'intérêt du service ou de situations particulières. Cette dérogation doit revêtir un caractère exceptionnel, ponctuel et ne peut concerner qu'une durée limitée dans le temps.

#### 4. Les taux de remboursement pour les formations

Indemnité de stage :

Les actions favorisant l'intégration dans la fonction publique territoriale dispensées aux agents de toutes catégories ainsi que les formations de perfectionnement dispensées en cours de carrière à la demande de l'employeur ou de l'agent donnent lieu au versement d'une indemnité de stage.

Il est proposé :

- d'adopter les taux fixés par la réglementation et les revalorisations décidées par arrêté ministériel ;
- qu'aucune indemnité ne soit versée pour toute période de formation au sein d'un établissement de formation ayant mis en place un régime indemnitaire particulier (Formations organisées par le CNFPT avec prise en charge des frais par cet organisme), à l'exception des frais non pris en charge (par exemple frais de péages, parking, ...) par l'organisme de formation ainsi que le différentiel entre le montant plafond de frais d'hébergement de l'organisme de formation et le montant plafond des frais d'hébergement acté par la présente délibération.

Indemnité de mission :

L'agent territorial peut bénéficier d'une indemnité de mission s'il suit :

- des actions de professionnalisation, dispensées tout au long de la carrière et à l'occasion de l'affectation dans un poste de responsabilité.

Il est proposé :

- que les frais de transport soient pris en charge selon les modalités décrites au point 2 (Déplacements temporaires) ;
- que l'indemnité de mission soit versée dans les conditions prévues au point 3.

Disposition commune :

Lorsque l'organisme de formation assure un remboursement des frais de repas, d'hébergement et/ou de déplacement, aucun remboursement complémentaire de la part de la collectivité ne pourra être effectué, à l'exception des frais non pris en charge par l'organisme de formation.

#### 5. Les frais de déplacement liés à un concours, une sélection ou un examen professionnel

La réglementation prévoit la prise en charge des frais de transport uniquement engagés par un agent qui se présente aux épreuves d'un concours, d'une sélection ou d'un examen professionnel ; cette prise en charge est, par principe, limitée à un aller-retour par année civile.

Cependant, pour les concours, deux déplacements peuvent s'avérer nécessaires pour une même opération, un premier déplacement pour les épreuves d'admissibilité puis un deuxième déplacement si l'agent est autorisé à participer aux épreuves d'admission au concours. Les collectivités locales peuvent prendre en charge les frais de transport résultant de ces deux déplacements. Lorsque les épreuves d'admission et d'admissibilité d'un concours se déroulent sur deux années, le concours



constituerait une opération rattachée à la première année, ces taux seront actualisés selon les tarifs en vigueur.

Il est proposé de retenir ce principe étant précisé que, en toute hypothèse, un même agent bénéficiera de la prise en charge d'une seule opération (concours ou examen) par année civile.

Le Comité Syndical, après avoir entendu le Rapporteur dans ses explications,

Vu le décret n° 2001-654 du 19 juillet 2001 modifié fixant les conditions et les modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements des personnels des collectivités locales et établissements publics mentionnés à l'article 2 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale ;

L'Assemblée délibérante après avoir entendu le Président dans ses explications complémentaires et après en avoir délibéré,

**APPROUVE** l'actualisation des remboursements des frais du personnel à partir de la date de la présente délibération ;

**PRÉCISE** que les revalorisations des taux et tarifs seront appliquées ;

**PRÉCISE** que les crédits suffisants sont prévus au budget de l'exercice.

Au moment du vote de la délibération :

En exercice : 39 Nombre de présents : 25 Pouvoirs : 3 Nombre de votants : 28

Vote – Pour : 28 / Contre : 0 / Abstention : 0

Fait à JURANÇON et délibéré, les jours, mois et an que dessus,  
Pour extrait certifié conforme.

Signature du Président :  
Michel BERNOS

Signature du secrétaire de séance :  
Gérard PARIS

A blue ink signature of Michel Bernos, written in a cursive style, positioned above a circular logo of the Syndicat Mixte d'Eau Potable de la région de Jurançon.

Syndicat Mixte d'Eau Potable  
de la région de Jurançon

A blue ink signature of Gérard Paris, written in a stylized, somewhat abstract cursive style.